



RÉGIONS et Établissements Publics Territoriaux de Bassin – EPTB Mobilisés ENSEMBLE pour une gestion équilibrée, durable et intégrée de l'eau et des risques liés à l'eau

Un aménagement durable des territoires ne peut s'envisager sans une politique de l'eau forte et ambitieuse, menée en synergie avec les autres politiques publiques.

C'est pourquoi la place de la Région Auvergne Rhône-Alpes dans les EPTB du territoire est essentielle.

Les Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) sont des outils au service des collectivités territoriales qui, de par leur **action à l'échelle hydrographique** et leurs missions, sont les garants d'une **expertise pérenne et transversale** sur le Bassin Versant. Ils permettent également la définition d'une **programmation partenariale et cohérente des actions** dans le cadre notamment des documents de planification, une **maîtrise d'ouvrage d'actions structurantes à l'échelle hydrographique ou pour le compte de collectivités**, mais également et surtout une indispensable **solidarité territoriale**.

Dans le cadre des réformes territoriales, **la nécessité d'une pérennisation ou de la mise en place d'EPTB à des échelles adaptées aux enjeux a été réaffirmée**, et leurs missions renforcées. Les textes prévoient ou incitent de manière générale à une organisation des compétences de l'eau et des risques incluant une gestion par Bassin Versant.

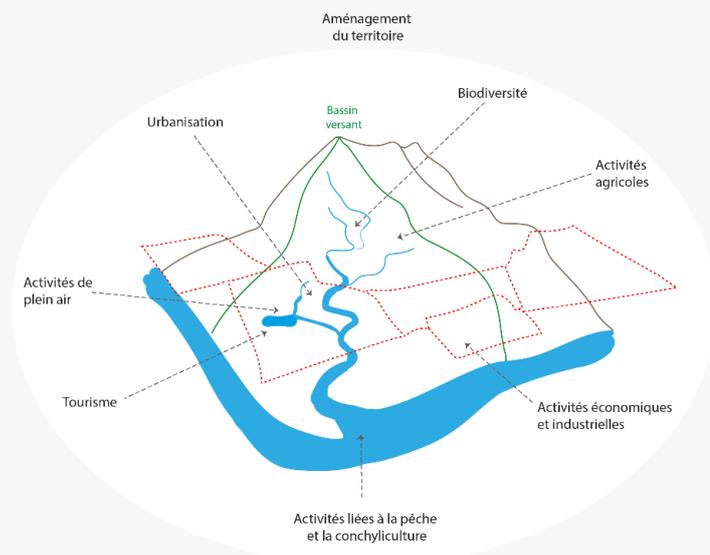
Par ailleurs, **les compétences des Régions en matière d'aménagement du territoire et de planification en faveur du développement durable sont renforcées**. Les Régions ont de plus **la capacité juridique d'intervenir dans le champ des compétences partagées**.

C'est donc par une implication forte des Régions dans les EPTB, aux côtés des autres collectivités territoriales et leurs groupements, que l'action publique dans le domaine de l'eau sera la plus efficace. Transversale et adaptée aux spécificités locales, elle trouvera toute sa place dans les plans d'adaptation au changement climatique et dans les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable des territoires.



La Gestion Equilibrée, Durable et Intégrée de l'Eau :

au cœur des politiques d'aménagement du territoire et de solidarité territoriale



- Approche transversale

- Equilibres entre la ressource disponible, les besoins de la société et les besoins des milieux naturels

- Mise en cohérence des actions en fonction des enjeux et au-delà des périmètres administratifs des collectivités

- Concertation, organisation des acteurs et coordination des actes d'aménagement et de gestion

En Région Auvergne Rhône-Alpes, les enjeux humains, économiques et environnementaux liés à la gestion de l'eau sont nombreux et stratégiques sur ce vaste territoire. Territoire de contraste, disposant de paysages et d'un patrimoine naturel extrêmement riche, la préservation est à concilier avec des dynamiques économiques et industrielles engagées.

- ▶ Restaurer la continuité écologique des cours d'eau,
- ▶ Gérer les sédiments du Haut-Rhône,
- ▶ Protéger les captages prioritaires d'alimentation en eau potable,
- ▶ Lutter contre les pollutions diffuses (nitrates et pesticides notamment),
- ▶ Prévenir les pollutions ponctuelles d'origine industrielle,
- ▶ Gérer et prévenir les risques naturels (inondations, avalanches, laves torrentielles...).

Un aménagement durable et solidaire des territoires ne peut s'envisager sans une politique de l'eau forte et ambitieuse, menée en synergie avec les autres politiques publiques.

La politique du grand cycle de l'eau s'articule autour de deux axes essentiels :

- ▶ **L'échelle du Bassin Versant,**
- ▶ **L'interconnexion entre les problématiques eau et l'aménagement du territoire, la biodiversité, le tourisme, le développement économique dont l'agriculture, la transition énergétique.**

Au regard de cette double approche, la poursuite d'actions transversales et structurantes à l'échelle du Bassin Versant, supra-locale, est indispensable. Il convient même de la renforcer compte tenu notamment, du changement climatique et de l'urbanisation croissante. **La bonne mise en œuvre de ces actions nécessite un engagement de tous les niveaux de collectivités, dont les Régions.**

Dans le cadre des réorganisations territoriales en cours, et en particulier des **stratégies d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) à élaborer avant le 31 décembre 2017**, nous vous invitons à pérenniser votre présence dans les EPTB – ou à y adhérer – pour co-construire les projets territoriaux de bassin et les projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC), et pour contribuer à la mise en œuvre des futurs schémas régionaux et notamment les schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) et stratégies régionales pour la biodiversité.

L'intervention des Régions dans la gestion de l'eau et des risques liés

Les réformes territoriales (Lois MAPTAM et NOTRe), ainsi que la loi « Biodiversité » ont fortement modifié la répartition des compétences entre les différents échelons de collectivités. Dans le domaine de l'eau et des risques liés, si le bloc communal s'est vu confier de nouvelles compétences obligatoires (GEMAPI, Eau potable et assainissement), **les Régions exercent des compétences fondamentales** :

- ▶ **Aménagement et égalité des territoires**, qui se traduit notamment par des études, financements et réalisation d'équipements collectifs d'intérêt régional, coordination de l'acquisition et de la mise à jour des données géographiques de référence nécessaires notamment à la description détaillée de son territoire (L.4211-1 et L.4221-1 du Code général des collectivités territoriales) ;
- ▶ **Autorité de gestion de fonds structurels européens (art. 78 de la Loi MAPTAM)** ;
- ▶ **Planification en faveur du développement durable des territoires**, qui se traduit notamment par l'élaboration du SRADDET, Schéma régional de cohérence écologique avec l'Etat, la création de parcs naturels régionaux et des réserves naturelles régionales (L.4251-1 du Code général des collectivités territoriales, L.371-3 du Code de l'environnement, L.331-1-1 et L.332-2-1 du Code de l'environnement).

D'autre part, les Régions **interviennent dans le cadre des compétences partagées**, et notamment au titre du L.211-7 du Code de l'environnement (hors compétences fléchées, notamment GEMAPI 1-2-5-8).

L'affectation de compétences au bloc communal implique que les Régions ne pourront plus agir en tant que maîtres d'ouvrage dans leur champ d'application. Elles peuvent néanmoins intervenir au titre de leurs compétences propres, et ce même avec la suppression de la clause générale de compétences, y compris pour des actions visant plusieurs objectifs (interventions croisées) et au titre des compétences partagées dans le domaine de l'eau et des risques liés à l'eau.

Elles sont également représentées dans les **comités de bassin** (L.213-8, D.213-17 du Code de l'environnement) et les **commissions locales de l'eau (CLE)**.

Elles doivent enfin **intégrer les enjeux de l'eau et des risques liés dans leurs propres activités (patrimoine en propriété ou en gestion) comme dans leurs propres politiques**.

La participation des Régions dans les EPTB peut se traduire de plusieurs manières

- ▶ *Adhésion - aux EPTB sous forme de syndicat mixte OUVERT (art. L. 5721-1 du CGCT) - au titre de vos compétences propres ou de compétences partagées, y compris pour des actions visant un double-objectif. Si les EPCI ont transféré tout ou partie de la GEMAPI au syndicat mixte-EPTB, l'objet de ce dernier doit inclure au moins une autre mission définie au L211-7 du CE, parmi les 3°, 4°, 6°, 7°, 9°, 10°, 11° et 12°) ;*
- ▶ *Conventionnement pour réalisation de prestations de services (L.5111-1 alinéa 3 et suivant CGCT) ;*
- ▶ *Participation au financement des actions, au titre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire (L. 4221-1 du CGCT), dès lors qu'elles ne relèvent pas exclusivement de la compétence GEMAPI.*

Les EPTB dans les textes

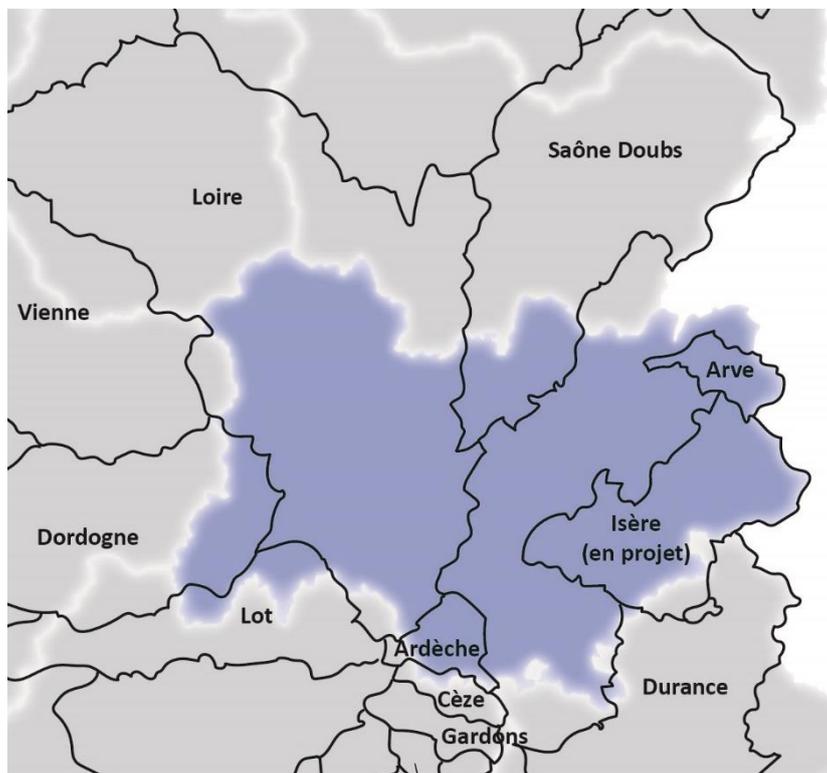
Aux termes de l'article L. 213-12 du Code de l'Environnement, l'Établissement public territorial de bassin est un syndicat mixte constitué en vue de faciliter, à l'échelle d'un bassin ou d'un groupement de sous-bassins hydrographiques, la **prévention des inondations et la défense contre la mer**, la **gestion équilibrée et durable de la ressource en eau**, ainsi que la **préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides** et de contribuer, s'il y a lieu, à l'**élaboration et au suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux**.

Il assure la **cohérence de l'activité de maîtrise d'ouvrage des EPAGE**.

Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Les EPTB exercent tout ou partie des missions relevant de la compétence **GEMAPI** (par transfert ou délégation). Les EPTB peuvent définir un **Projet d'aménagement d'intérêt commun**.

L'article L.566-10 du Code de l'Environnement indique également que l'EPTB, assure à l'échelle hydrographique de sa compétence, la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L566-5, par rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil, pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations.



EP Loire – www.eptb-loire.fr

L'Établissement public Loire, au service des 50 collectivités qui le composent, contribue depuis plus de 30 ans à la cohérence des actions menées sur l'ensemble du bassin de la Loire et ses affluents.

Maître d'ouvrage d'opérations menées à cette échelle, avec un caractère interrégional ou interdépartemental, ses réalisations partenariales se concentrent sur la gestion des ressources en eau des ouvrages de Naussac et Villerest (soutien d'étiage et écrêtement de crues), la prévention et la réduction du risque inondation, la stimulation de la recherche, du développement et de l'innovation, ainsi que l'aménagement et la gestion des eaux (portage de 9 SAGE).

EPTB Saône Doubs – www.eptb-saone-doubs.fr

Depuis 25 ans, l'Établissement s'investit dans une démarche de gestion de la ressource en eau adaptée à la configuration et aux problématiques du bassin versant. De la conception à la réalisation et dans une logique de solidarité, il accompagne ses partenaires en tant que maître d'ouvrage par délégation, coordonnateur, opérateur ou prestataire de service dans plusieurs missions complémentaires : la prévention des inondations, la restauration des milieux aquatiques et humides, la réalisation de travaux de restauration des rivières, la protection de la biodiversité, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, la formation des professionnels et les démarches scientifiques d'observatoires. Il veille ainsi à la cohérence des politiques publiques de l'eau menées sur son territoire et permet une mutualisation des moyens.

EPTB Dordogne - www.eptb-dordogne.fr

La rivière Dordogne traverse un territoire remarquable par sa nature encore préservée, son patrimoine culturel et un art de vivre marqué par l'empreinte de la rivière. EPIDOR a été créé en 1991 par les Départements du Puy de Dôme, du Cantal, de la Corrèze, du Lot, de la Dordogne et de la Gironde afin de promouvoir le dialogue territorial au travers d'études et de programmes de gestion et d'animation. Le bassin de la Dordogne a été désigné par l'UNESCO Réserve de Biosphère ; EPIDOR en assure la coordination.

EPTB Arve – www.riviere-arve.com

L'EPTB Arve s'étend sur 106 communes soit 2 164 km², du Mont-Blanc à la frontière suisse, sur près de la moitié de la Haute-Savoie. Le bassin a un très fort caractère montagnard et est très contrasté, il culmine à 4810m avec 60% du territoire situé au-dessus de 1000m d'altitude (5% en glace).

L'EPTB porte un SAGE où, dans un contexte de changement climatique et de forte pression démographique, amélioration de la qualité de l'eau, satisfaction des usages et restauration des milieux aquatiques, sont au cœur des enjeux à traiter.

L'EPTB Arve a des compétences opérationnelles reconnues, en matière de prévision et de prévention du risque inondations, de gestion des milieux naturels (Natura 2000). Il met par ailleurs en œuvre des contrats de rivières.

EPTB Lot – www.valleedulot.com

Avec 5 départements, 6000 km de rivière et 11 500 km² de superficie, le territoire de l'Entente Interdépartementale du bassin du Lot est riche de diversité et de son patrimoine naturel remarquable. Dans une optique de solidarité amont – aval et de gestion concertée de l'eau, les principales missions de l'EPTB sont la gestion du multi-usages de l'eau avec le plan de gestion et le soutien des étiages, le développement de l'entité touristique « vallée du Lot », la protection et la valorisation de la ressource en eau et la prévention des inondations.

Territoire Isère – www.symbhi.fr

L'Isère, le plus puissant affluent rive gauche du Rhône, traverse une succession de massifs alpins sur les départements de la Savoie, de l'Isère et de la Drôme. Au cœur de ce territoire et à l'amont de l'agglomération grenobloise, avec ses 400 000 habitants et ses technologies de pointe, le Symbhi conduit actuellement des travaux du projet Isère amont, l'une des plus grandes opérations nationales de ralentissement dynamique de crue et de valorisation des milieux naturels (112 M€). Le Symbhi intervient également sur la vallée de la Romanche et sur le risque majeur associé des Ruines de Séchillienne.

EPTB Ardèche – www.ardeche-eau.fr

Avec un SAGE, un PAPI, 3 contrats de rivière et 11 sites Natura 2000, le bassin versant dispose de tous les outils pour garantir le partage de la ressource et préserver l'excellence des eaux et des milieux naturels en équilibre avec les usages.

EPTB Durance – www.smavd.org

Créé en 1976 entre les collectivités riveraines de la Basse-Durance, le SMAVD regroupe 78 communes riveraines de la Durance, les 4 Départements de Vaucluse, Bouches du Rhône, Alpes de Haute Provence et Hautes Alpes, ainsi que la Région PACA. Concessionnaire de la gestion du Domaine Public Fluvial de la Durance depuis 1982, le SMAVD œuvre essentiellement dans les domaines suivants : la gestion des crues, l'amélioration de la sécurité, le transport solide, la préservation et de la gestion du patrimoine naturel, la gestion des différents usages.

EPTB Cèze – www.abceze.fr

Prenant sa source sur le massif granitique du Mont Lozère pour se jeter dans le Rhône, le bassin de la Cèze se distingue par un patrimoine biologique et paysager préservé (sites Natura 2000, réserve de biosphère). Les enjeux de la gestion de l'eau y sont très importants notamment : le partage de la ressource, la préservation des écosystèmes, la gestion du risque inondation.